

gérer VIA Rail de cette façon c'est travailler en homme d'affaires, alors il n'est pas à sa place aux Finances.

Nous avons tous entendu le boniment qu'on nous fait au sujet de la création d'emplois, et j'ai écouté les ministériels nous dire combien il y avait d'emplois de plus qu'il y a quatre ou cinq ans. C'est bien joli. Mais s'il en était autrement, le gouvernement serait encore dans de plus mauvais draps. En tout cas, lorsqu'on regarde l'ensemble du pays, dans huit provinces le taux de chômage est plus élevé qu'en 1984.

M. Redway: Pas du tout, soyez honnête.

M. Benjamin: Je pense qu'il faut rappeler au gouvernement et au ministre des Finances que le Canada ce n'est pas seulement Toronto et certaines parties du sud de l'Ontario. Lorsque vous regardez les différentes parties du pays, les provinces et les territoires, et que vous voyez le taux de chômage, vous vous rendez compte que le gouvernement n'a guère de raisons de se vanter.

L'autre chose dont nous avons besoin, c'est de diminuer immédiatement le taux d'intérêt d'au moins un pour cent. En ce qui me concerne la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain m'importe peu. En fait, j'espère qu'il tombe à 65 ou 70 cents américains. Je suivrais les méthodes de M. Pearson et de M. Diefenbaker. Ils avaient imposés un contrôle des changes de façon à éviter que des centaines de millions de dollars ne franchissent soudainement la frontière parce qu'il y a de l'argent à faire dans la spéculation sur les devises. Nous avons eu le contrôle des changes pendant la Seconde guerre mondiale, pendant la guerre de Corée, au milieu des années 50, en 1961, et nous pourrions l'avoir de nouveau.

M. Andre: Et ça n'a pas marché.

M. Benjamin: Nous pouvons abaisser les taux d'intérêt et si les gens qui font des profits au Canada ne sont pas prêts à y investir, nous devrions les empêcher d'exporter leurs profits. C'est aussi simple que cela. Si le pays est assez bon pour qu'on vienne y faire des bénéfices, il est assez bon pour qu'on y investisse. Transférer ses profits à l'étranger n'est pas digne d'un bon citoyen.

Cela m'amène à autre chose, Le gouvernement a besoin de recettes supplémentaires pour réduire le déficit. Je vais répéter, pour la douzième fois sans doute, qu'il y a une très bonne façon d'augmenter les recettes. Croiriez-vous d'au moins trois milliards par an? Le total des impôts différés sur les sociétés approche actuellement de 40 milliards, je dis bien milliards. Le fait d'assujettir ces impôts différés à un taux d'intérêt aussi minime que 8 p. 100, ce qui est inférieur aux taux bancaires...

● (1620)

M. Redway: Qu'arriverait-il alors au taux de chômage dans votre circonscription?

M. Benjamin: ... vous rapporterait non seulement des recettes supplémentaires de 3 milliards de dollars, mais vous ferait aussi constater avec quelle rapidité des sociétés comme Inco, Canadien Pacifique, Générale Électrique et Bell Canada, se mettraient à rembourser les impôts d'au moins 2 milliards

de dollars qu'elles doivent aux Canadiens et qu'elles ne paieront jamais autrement.

M. Redway: Elles mettraient des employés à pied.

M. Benjamin: Elles jouissent d'un prêt sans intérêt qu'aucun Canadien ne pourrait obtenir s'il voulait acheter une maison, se lancer en affaires ou assurer le roulement de son exploitation agricole.

On croyait, en principe, qu'en permettant à ces sociétés de différer le paiement de leurs impôts, cet argent servirait à moderniser les usines, accroître la production et créer des emplois. Belle théorie! Quand on a instauré cette mesure au début des années 50, à l'époque de la Guerre de Corée, les sociétés ont beaucoup investi. Voyez ce qu'ont fait International Nickel et le Canadien Pacifique. De gros investissements. Elles ont investi au Guatemala, en Australie, en Indonésie et dans toutes sortes d'endroits. Très juste! Si le gouvernement s'inquiète du déficit, qu'il s'intéresse à ce dossier pour trouver de nouvelles recettes.

Toute la portée de ce budget, les principes qui l'inspirent et qui ont inspiré tous les budgets qu'on nous a présentés, surtout ces cinq dernières années et, en particulier, depuis 1984, se résument à ce que j'appelle le syndrome des résultats financiers, lesquels appartiennent aux prétendues forces du marché, à la libre entreprise, aux lois du marché qui doivent tout régir. A mon sens, on n'a fait, de cette façon, que susciter l'avidité, l'égoïsme et la médiocrité. Ces principes, importés du sud du 49^e parallèle, poussent chacun à rechercher ses propres intérêts, à empocher rapidement sans se préoccuper des autres. S'il y a de l'argent à faire, tant mieux pour moi. Telle est la théorie qui fonde ce budget et les quatre qui l'ont précédé.

M. Oberle: Vous vous trompez du tout au tout. On croirait entendre Bob White.

M. Benjamin: Ils veulent appliquer la morale des affaires au gouvernement. Les conservateurs n'ont pas encore compris que c'est impossible. On n'a qu'à voir les problèmes que crée cette supposée morale des affaires. Bon nombre d'entreprises n'ont jamais mis cette morale en pratique, surtout ses bons aspects. Les aspects qu'elles utilisent, sans être tout à fait illégaux, ont une certaine apparence voyoute.

Dans un pays qui a des besoins criants dans des secteurs comme l'habitation, les transports, l'environnement et les services municipaux, pour n'en nommer que quatre, des dizaines de milliers de personnes font encore la queue aux banques alimentaires. Dans mon temps, on disait les soupes populaires. Voici que quelque conservateur veut me faire accroire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes! C'est comme R. B. Bennett qui disait que la prospérité était au détour du chemin. Franchement, c'est une véritable honte pour notre pays. Étant donné que des dizaines de milliers de personnes font la queue aux soupes populaires et que des milliers de personnes sont sans abri, il n'y a vraiment pas lieu de nous féliciter, que nous soyons du gouvernement ou de l'opposition. Il faut établir une fiscalité juste.